



L'antisémitisme et la Palestine

01/06/2024 | David Neuhaus S.J.

David Neuhaus, S.J., professeur d'Écriture sainte en Israël et en Palestine, est un membre de longue date de la Commission Justice et Paix de l'Église catholique de Terre Sainte. Dans cet article, il réfléchit à la catastrophe que représente l'antisémitisme pour les Juifs et les Palestiniens et aux définitions actuelles de l'antisémitisme qui, selon lui, délégitime la lutte pour la justice et la paix dans la Palestine d'aujourd'hui.

Il y a quelques années, j'ai donné un cours sur le conflit israélo-palestinien dans une université catholique des États-Unis. Lors d'une conversation informelle avec quelques collègues, j'ai fait part de ma forte désapprobation des options politiques du gouvernement israélien, de mon opposition permanente aux stratégies de l'armée israélienne et de ma vigoureuse critique de l'idéologie du sionisme politique. Au cours d'une pause dans la conversation, un professeur de littérature anglaise s'est tourné vers moi et a déclaré d'une voix angoissée: «C'est vraiment terrible ce que font ces Juifs! J'ai été pris au dépourvu, car je n'avais jamais utilisé le mot «juif» dans mes commentaires sur les dirigeants civils et militaires israéliens et sur l'idéologie politique sioniste. Mais ce qui m'a coupé le souffle, c'est ce qui a suivi. Il a ajouté tranquillement: «Mais ce qui me touche vraiment, ce sont les mensonges que les Juifs répandent sur les Allemands... La planète n'a jamais produit une nation plus civilisée». Mes critiques à l'égard des dirigeants israéliens et de l'idéologie sioniste avaient encouragé cet universitaire urbain à me faire part de ses théories sur la négation de l'Holocauste et la conspiration juive. Malheureusement, l'antisémitisme reste une réalité aujourd'hui. En effet, certains Juifs sont encore victimes d'insultes contre leur identité, de discriminations, d'injustices et même de violences parce qu'ils sont juifs. Cela ne peut être nié. Et dans le sillage de la guerre catastrophique entre Israéliens et Palestiniens à Gaza, l'antisémitisme semble avoir atteint un nouveau sommet. Cependant, aujourd'hui, la montée de l'antisémitisme est également liée aux politiques d'un gouvernement israélien de droite qui prétend parler au nom de tous les Juifs et qui, soi-disant en leur nom, mène une guerre sans merci contre les Palestiniens. Il convient d'affirmer d'emblée haut et fort que la juste lutte pour la fin de la guerre à Gaza, ainsi que pour la fin de l'occupation et de la discrimination en Israël-Palestine, n'est pas antisémite par définition. Il ne devrait pas non plus y avoir de conflit entre la lutte pour la libération du peuple palestinien et la lutte pour éradiquer l'antisémitisme partout où il se manifeste. En fait, la lutte contre l'antisémitisme et la lutte pour la liberté, l'égalité, les droits et la dignité des Palestiniens devraient être considérées comme faisant partie d'une seule et même lutte pour un monde libéré de l'injustice, du racisme et de la violence sous toutes ses formes.

L'antisémitisme: une catastrophe pour les Juifs

L'antijudaïsme a été transmis pendant des siècles dans le discours chrétien traditionnel largement répandu. Les Juifs étaient définis comme ceux qui avaient tué Dieu en crucifiant Jésus-Christ et comme des aveugles continuant à nier qu'il était le Fils de Dieu et le Sauveur de l'humanité. Les Juifs ont trop souvent été discriminés et marginalisés, victimisés et persécutés, assassinés et expulsés au cours des siècles à cause d'un enseignement du mépris qui encourageait l'hostilité à l'égard des Juifs et du judaïsme. Les Juifs qui cherchaient à échapper à l'antijudaïsme du monde chrétien pouvaient bien sûr accepter «la vérité» et, en devenant chrétiens, ils étaient pour la plupart assimilés à la communauté chrétienne, bien que même cela n'ait pas été garanti après l'Inquisition à la fin du XV^e siècle.

L'antijudaïsme s'est transformé en antisémitisme à l'aube de la modernité et a pris de l'ampleur dans la seconde moitié du XIX^e siècle. L'exclusion, la discrimination, les explosions de violence et, enfin, le génocide organisé et précis dirigé contre les Juifs en divers endroits d'Europe et d'ailleurs n'étaient plus fondés sur des tropes théologiques, mais plutôt sur une rhétorique ethnocentrique séculaire qui présentait les Juifs comme des marginaux perpétuels, essentiellement traîtres, incapables et réticents à s'intégrer et hostiles de manière inquiétante. La conversion ne permettait pas d'échapper au fait d'être racialement, génétiquement ou biologiquement juif. Depuis la fin du XIX^e siècle et durant la première moitié du XX^e siècle, des millions de Juifs ont été assassinés et des millions d'autres déracinés, l'antisémitisme se matérialisant par des politiques d'État, une brutalité bureaucratifiée et un génocide méticuleusement planifié. Les impulsions pathologiques du nationalisme ethnocentrique et du populisme raciste ont mis un terme cataclysmique à une grande partie des cultures juives variées qui avaient enrichi le continent européen pendant plus de deux millénaires.

Les Juifs qui s'étaient accrochés à leurs multiples patries européennes pendant des siècles, espérant une intégration complète en tant que citoyens égaux dans le sillage de l'émancipation civile annoncée par la Révolution française de 1789, se sont trop souvent trouvés contraints de choisir entre la mort et l'exil. Cette situation a atteint son paroxysme pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque des millions de Juifs ont été assassinés par les nazis et leurs collaborateurs en Europe, que des communautés entières ont été anéanties et que le centre de ce qui restait du monde juif s'est déplacé en Palestine, aux États-Unis d'Amérique et dans d'autres parties du Nouveau Monde.

Le sionisme est l'une des idéologies qui a émergé dans ce contexte vers la fin du XIX^e siècle en Europe. Il proposait une solution au soi-disant « problème juif ». Puisant ses racines dans la tradition juive, et plus particulièrement dans la Bible, il a formulé un nationalisme à l'image et à la ressemblance des nationalismes européens qui se développaient à cette époque. Il soutenait que les Juifs étaient une nation comme toute autre nation moderne, dont la patrie était la Palestine. Le fondateur du sionisme politique, le juif austro-hongrois Theodor Herzl, a publié en 1896 un manifeste intitulé « *L'État juif* ». Un an plus tard, il convoquait le premier congrès sioniste à Bâle, en Suisse.

Les migrations juives modernes vers la Palestine ont commencé à la suite des pogroms antisémites dans l'Empire russe au début des années 1880. Certains migrants juifs en Palestine ont commencé à revendiquer la Palestine de manière de plus en plus exclusive à partir du début du XX^e siècle. Nombre d'entre eux ont cherché à remplacer les Arabes palestiniens sur place plutôt que de s'intégrer dans la société très largement arabophone du pays, composée d'une majorité de musulmans ainsi que de juifs, de chrétiens et d'autres personnes. La migration au compte-gouttes, puis en flux et enfin en masse des Juifs vers la Palestine dans le sillage des politiques génocidaires des nazis a été aidée et encouragée par certains Européens qui sympathisaient avec les Juifs dans leurs souffrances. De nombreux sympathisants chrétiens ont également été inspirés par leur lecture fondamentaliste des textes bibliques et leur mépris des populations indigènes.

Alors que les Juifs religieux ont toujours entretenu une mémoire et un lien spirituel avec la terre d'Israël, le sionisme politique a cherché à surfer sur la vague du colonialisme européen. Cela a été particulièrement efficace lorsque les Britanniques ont conquis la Palestine en 1917 après avoir promis aux Juifs « un foyer national », comme l'indiquait la déclaration Balfour, publiée quelques semaines avant que les Britanniques n'arrachent la Palestine aux Turcs. De 1917 à 1948, sous le mandat britannique pour la Palestine, les sionistes ont travaillé sans relâche pour établir non seulement une présence juive croissante, mais aussi des institutions étatiques sous le couvert de la domination britannique. La population juive a explosé, passant d'à peine 10% en 1917 à plus de 30% en 1947, lorsque les Nations unies, à la suite de la Shoah, ont décidé de partager la Palestine entre un État juif et un État arabe. Bien que les Juifs soient encore minoritaires sur le territoire, la

partition a attribué 56% des terres aux Juifs et 44% aux Arabes, qui rejetèrent cette décision de dépecer leur patrie.

Au lendemain de la guerre de 1948, après la création de l'État d'Israël et le début du phénomène des réfugiés palestiniens, Israël a été reconnu comme souverain sur 78% du territoire de la Palestine mandataire. Les 22% restants ont été engloutis par la Jordanie (la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est) et l'Égypte (la bande de Gaza). Ces territoires ont été occupés militairement par Israël à la suite de la guerre de 1967. Aujourd'hui, Israël compte sept millions d'Israéliens juifs et deux millions d'Arabes palestiniens ayant la citoyenneté israélienne. Dans les territoires palestiniens, qui sont partiellement administrés par l'Autorité palestinienne depuis 1994, il y a cinq millions d'Arabes palestiniens. Un peu plus de deux millions d'entre eux (70% de réfugiés) vivent dans la bande de Gaza, dont Israël s'est retiré unilatéralement en 2005. Dans les territoires qui constituent aujourd'hui Israël-Palestine, il y a sept millions de Juifs et sept millions de Palestiniens.

L'antisémitisme: une catastrophe pour les Palestiniens

La catastrophe pour les Juifs d'Europe pendant la Shoah est devenue au XX^e siècle une catastrophe pour les Palestiniens. La Shoah est une tache historique indélébile dans l'histoire de l'humanité. Cependant, la Shoah et la Nakbah, le terme utilisé pour parler de la destruction de la société palestinienne en 1948, sont indéniablement liées dans l'histoire. Tout comme la Shoah est déterminante pour l'identité de la plupart des Juifs, la Nakbah est gravée dans la mémoire des Palestiniens, un souvenir de la façon dont ils ont été déracinés et chassés de leur patrie, dont beaucoup de leurs villes et villages ont été effacés et dont une grande partie de la population est devenue réfugiée en 1948. La Nakbah reste une réalité pour les Palestiniens des camps de réfugiés de Gaza, de Cisjordanie, de Jordanie, du Liban et de Syrie, ainsi que pour ceux qui sont restés chez eux mais vivent sous occupation militaire (dans les territoires palestiniens) et subissent une discrimination systémique en tant que citoyens de seconde zone (en Israël). Beaucoup insistent sur le fait que la Shoah est incomparable à toute autre tragédie humaine et aucune comparaison n'est envisagée ici. Cependant, ce sont les événements horribles de la Shoah qui ont convaincu de nombreuses personnes que les Juifs avaient besoin d'une terre et d'un État qui leur soient propres. La Nakbah s'est produite durant les opérations visant à réaliser cet objectif en Palestine. Devait-il nécessairement en être ainsi? Le débat académique spéculatif qui cherche à répondre à cette question ne change cependant pas la réalité qui découle de ces événements – l'établissement d'un État défini comme juif et la relégation consécutive des Palestiniens aux marges de l'histoire.

Les sionistes juifs et chrétiens qui ont encouragé l'immigration juive en Palestine et cultivé les aspirations politiques juives dans cette région ont agi selon leurs convictions dans le contexte de l'entreprise coloniale européenne, de la construction d'empires en Asie et en Afrique. Lord Shaftesbury, homme politique britannique du XIX^e siècle, a formulé le programme pour la Palestine comme «une terre sans peuple pour un peuple sans terre». Se laissant toucher par les souffrances des Juifs en Europe de l'Est, il n'a cependant manifesté aucun intérêt pour le sort du peuple qui vivait en Palestine, un peuple indigène dans un territoire bientôt colonisé, un peuple non européen parmi d'autres, négligé comme s'il n'existait pas. Lord Arthur Balfour partageait ses sympathies pour la souffrance juive et son ignorance du peuple palestinien, et la déclaration de 1917 qui portait son nom a changé le cours de l'histoire en Palestine. Alors que la Shoah a pris fin avec la victoire des Alliés et la destruction du régime nazi, la Nakbah n'a pas encore été résolue et la vie des Palestiniens se poursuit dans son ombre: exil, occupation et discrimination.

Malheureusement, l'antisémitisme a également trouvé sa place dans le monde palestinien, arabe et plus largement musulman. Les conflits entre le prophète Mahomet et les tribus juives au VII^e siècle trouvent un écho dans les textes coraniques qui ont été brandis dans le conflit qui se déroule au cœur du Moyen-Orient depuis les dernières décennies. Les tropes antisémites

européens se sont mêlés à ces versets, arrachés à leur contexte, et ont été appliqués aux Juifs où qu'ils se trouvent au nom de la guerre contre Israël et le sionisme. Le racisme sioniste radical anti-arabe et l'antisémitisme arabe extrémiste promeuvent un discours stéréotypé qui ne connaît ni compromis, ni dialogue et ne conduit qu'à plus de violence, de destruction et de mort.

Définir l'antisémitisme aujourd'hui

Alors que la lutte actuelle contre l'antisémitisme est une partie nécessaire de la lutte plus large contre toutes les formes de racisme et de xénophobie, certains ont développé des définitions de l'antisémitisme qui délégitiment la lutte pour la justice et la paix en Palestine. Une utilisation politique cynique de l'antisémitisme a été faite pour réduire les Palestiniens et leurs partisans au silence en accusant les critiques de l'idéologie sioniste et des dirigeants d'Israël de faire preuve d'antisémitisme.

Dans ce contexte, il est intéressant de rappeler que la seule voix du cabinet britannique qui s'est opposée à la déclaration Balfour en 1917 était celle d'un Juif, le secrétaire anglais pour l'Inde, Lord Edwin Montagu. L'une des raisons de son opposition était son sentiment que le fait de proposer aux Juifs d'émigrer vers une «patrie» lointaine plairait aux antisémites, qui pourraient ainsi se débarrasser de leurs voisins juifs. Aujourd'hui, cette conjonction entre antisémitisme et sionisme est frappante lorsque des partis populistes d'extrême droite, dont la rhétorique est xénophobe et raciste, souvent teintée d'antisémitisme, comme le Front national en France ou des partis similaires en Autriche, en Belgique et ailleurs, soutiennent fermement l'État d'Israël, soutien qui est cultivé par des politiciens israéliens extrémistes. Leurs sympathies «sionistes» se confondent avec leur racisme à l'égard des Arabes et des Musulmans. Certains chrétiens évangéliques sionistes, notamment aux États-Unis, tissent également un discours, prétendument fondé sur la Bible, traditionnellement anti-juif, anti-musulman et anti-arabe, mais solidement pro-israélien et favorable à la guerre contre les Palestiniens.

Il va sans dire que certains, tout en défendant les droits des Palestiniens, pourraient être enclins à tenir un discours ou à agir de manière antisémite. Toutefois, critiquer l'idéologie sioniste, la politique et les pratiques de l'État d'Israël, ses organismes militaires ou étatiques et agir contre eux ne constitue pas de l'antisémitisme en soi. Il y a là une ligne fine mais claire à tracer pour éviter qu'une critique légitime ne devienne une diatribe raciste, mais cette ligne doit être tracée. Un certain nombre de définitions récentes tentent de le faire avec plus ou moins de finesse. Toutefois, en fin de compte, cela ne peut être fait de manière cohérente et avec intégrité morale que lorsque la lutte contre toutes les formes de racisme, d'injustice et de violation des droits de l'homme comprend une prise de conscience des traces pernicieuses de l'antisémitisme persistant et des innombrables formes de sentiments anti-palestiniens et anti-arabes, de l'islamophobie et de l'occultation brutale de l'occupation et de la discrimination en Israël-Palestine aujourd'hui. En fin de compte, ceux qui luttent contre l'antisémitisme, ceux qui défendent les droits des Palestiniens et ceux qui promeuvent la vision d'une société en Israël-Palestine fondée sur la justice, la paix, la liberté et l'égalité devraient être des alliés dans la construction d'un monde meilleur et non des ennemis les uns des autres.

Source: [Vatican News](#), 8 mai 2024.